

## La place du spatial dans le projet de restauration de la puissance russe\*

Isabelle Facon, Chargée de recherche à la FRS  
et

Isabelle Sourbès-Verger, Chargée de recherche au CNRS

(19 mai 2007)

*« En grande partie grâce au spatial, la Russie est entrée dans la communauté des pays hautement développés et elle s'y est ancrée. Ce champ d'activité a permis à notre pays d'occuper des positions de leader dans un certain nombre de domaines de haute technologie. De plus, dès le tout début de l'ère spatiale, nous avons eu conscience de notre mission historique particulière. Et nous n'avons pas seulement maîtrisé technologiquement l'espace – pendant de nombreuses années, nous avons été des partisans de cœur de cette activité. Elle a été l'objet de notre fierté nationale ... Le déploiement aussi large que possible et l'approfondissement de notre activité dans l'espace sont notre priorité stratégique. Il est évident que ce n'est qu'à cette condition que la Russie peut prétendre à des positions internationales majeures », Vladimir Poutine<sup>1</sup>*

### Introduction

La Russie revient actuellement sur le devant de la scène. Les élections législatives de cette année et la fin prochaine de la présidence de Vladimir Poutine (printemps 2008) renforcent l'intérêt pour ce pays qui attire d'autant plus l'attention de la communauté internationale que son poids dans la vie économique mondiale s'accroît. La Russie s'attache à constituer, dans différents secteurs de l'économie, des géants industriels en vue de prendre part, « sur un pied d'égalité », à la concurrence internationale. Elle déploie des stratégies articulées pour s'imposer comme superpuissance énergétique. Ses sociétés sont de plus en plus nombreuses à s'établir sur les places boursières internationales. Elle a, en 2006, exporté des armements pour quelque 6,4 milliards de dollars ; la même

---

\* Pour une analyse approfondie, voir, par les mêmes auteurs, « Le spatial russe : implications nationales et internationales d'une apparente remontée en puissance », *Recherches et Documents*, juin 2007, [www.frstrategie.org](http://www.frstrategie.org).

<sup>1</sup> « Vstoupitel'noe slovo na torjestvennom sobranii, posviachtchenom Dniou kosmonavtiki » [Mot d'introduction lors de la célébration de la Journée du spatial], Agence spatiale fédérale, Moscou, 12 avril 2004.

année la banque d'État VTB a défrayé la chronique en entrant dans le capital d'EADS.

Sur le plan diplomatique également, l'État russe, qui se désendette à un rythme accéléré, reprend l'initiative. Moscou insiste sur son désir de rendre à sa politique extérieure toute son indépendance, notamment par rapport à l'Occident, dont elle n'hésite plus à se démarquer. Le discours de Vladimir Poutine lors de la 43<sup>ème</sup> conférence sur la sécurité à Munich s'est voulu très clair à cet égard, comme il s'est voulu clair dans sa dénonciation de l'unilatéralisme américain et de l'affirmation de l'Alliance atlantique dans un sens que le Kremlin juge défavorable à ses intérêts. Le moratoire placé par Moscou sur la mise en œuvre du traité sur les forces conventionnelles en Europe (FCE), motivé par les projets antimissiles américains en Europe et par les ambitions otaniennes de certaines républiques ex-soviétiques, s'inscrit dans cette même logique.

Tous ces éléments renvoient en définitive à une tendance de plus en plus nette : le renouveau de la puissance russe. La vigueur de ce renouveau reste toutefois difficile à mesurer. Au-delà d'un discours qui se veut souvent offensif, les autorités russes semblent motivées par un certain réalisme quant aux limites de leur projet de puissance et par un souci de justification de la dépense.

L'activité spatiale constitue une illustration instructive de ces approches. Les compétences spatiales sont l'un des catalyseurs possibles de fierté nationale et jouent traditionnellement un rôle important dans l'image internationale d'un État. Dans le cas de la Russie, leur statut est d'autant plus significatif qu'elles ont largement contribué à l'image de super-puissance de l'Union soviétique ; elles bénéficiaient alors d'un statut privilégié qui a disparu avec l'effondrement du système communiste. Par ailleurs, le spatial s'inscrit dans une relation particulière avec le nucléaire dans la mesure où, techniquement, il participe de la dissuasion sous des formes diverses. Les questions qui se posent désormais concernent donc le degré d'intégration du spatial dans le projet de puissance de Vladimir Poutine ainsi que la capacité du secteur à répondre aux nouvelles ambitions.

### **Le spatial dans la stratégie de puissance économique**

La stratégie de puissance de la « nouvelle Russie » se veut avant tout une stratégie de puissance économique. Dans la politique menée par Vladimir Poutine depuis son arrivée au pouvoir, au tout début des années 2000, le développement économique a toujours été présenté comme le garant essentiel, central, de la réalisation de son ambition de ramener la Russie au rang de grande puissance. Dans ce contexte, si les enjeux liés au secteur de l'énergie ont, pour des raisons évidentes, fait l'objet d'une attention particulière de la part des autorités russes, ces dernières ont également cherché à soutenir les secteurs susceptibles de permettre la diversification de l'économie nationale au-delà du seul domaine des hydrocarbures. Ceux des secteurs qui sont supposés incarner la compétence technologique de la

Russie et donc sa compétitivité (au moins potentielle) dans la vie économique internationale sont privilégiés. L'espace en fait clairement partie.

L'on voit en effet appliquées au spatial les « recettes » utilisées par les autorités russes dans la plupart des domaines « stratégiques » – le terme stratégique étant entendu au sens de capable de servir le développement du pays et son insertion dans la vie économique internationale. Parmi ces recettes figure le retour de l'État dans l'ensemble des secteurs clefs de l'économie. Dans le spatial, ce retour s'est manifesté par les changements opérés en 2004 à la tête de la tutelle administrative du secteur. L'Agence spatiale (Roskosmos), qui a perdu alors son rang de ministère au profit d'un simple statut d'agence fédérale spécialisée, est dès lors dirigée par une personnalité dont le Kremlin espère visiblement qu'elle saura rompre les réseaux existants. Ces derniers, largement hérités de l'Union soviétique, et marqués par des phénomènes de corruption anciens, ont développé une grande capacité de résistance aux restructurations voulues par le gouvernement. Anatoliï Perminov, l'actuel directeur de Roskosmos, présente ainsi le double avantage d'être proche du président Poutine<sup>2</sup> mais aussi l'ancien commandant des Forces spatiales, ce qui fait de lui, *a priori*, un professionnel compétent en même temps qu'un instrument du contrôle gouvernemental sur les acteurs du spatial. Par ailleurs, dans le spatial comme dans d'autres secteurs, le gouvernement entend établir de grands groupes intégrés, avec une participation de l'État plus ou moins forte. Lors d'une réunion gouvernementale consacrée en partie à l'espace (6 juillet 2006), une stratégie a été présentée par Anatoliï Perminov, qui doit amener à la création, d'ici à 2015, de trois ou quatre « holdings » regroupant les plus importantes entreprises du secteur (60 %). Ce schéma rapproche l'industrie spatiale russe de ses homologues occidentales.

Beaucoup d'éléments justifient *a priori* cet intérêt du Kremlin. De fait, aux yeux des responsables russes, le secteur spatial est appelé à jouer un rôle important en tant que symbole de la résurgence de la supériorité technologique russe. En effet, quelques pans bien particuliers du spatial russe, notamment le domaine des lanceurs et celui de l'espace habité, ont démontré le bien-fondé des choix technologiques russes et, surtout, leur excellent rapport qualité-prix. C'est d'ailleurs grâce à la large commercialisation de ces produits que le secteur spatial, brutalement privé de crédits publics pendant la période eltsinienne, a réussi à survivre. Au cours des quinze dernières années, les accords de partenariat avec les Etats-Unis puis l'Europe, mais aussi la vente de technologies à l'Inde, la Chine et de nombreux pays en développement, ont établi la réputation incontestée du spatial russe. Le gouvernement souhaite aujourd'hui capitaliser sur cette reconnaissance tout en déployant une stratégie plus restrictive et

---

<sup>2</sup> Sa nomination correspond ainsi à la tendance du président Poutine, observée dans de nombreux autres secteurs, à placer ses hommes aux postes clefs afin qu'ils réaménagent les équilibres internes selon ses « préférences », à savoir une volonté de contrôle mais aussi un souci de rationalisation de l'utilisation des deniers de l'État.

protectrice en matière de distribution des technologies nationales originales.

Autre convergence avec la politique de l'État vis-à-vis des secteurs « stratégiques » de l'économie : le gouvernement s'est montré prêt à encourager et accompagner la recherche de partenariats internationaux susceptibles de permettre, au bénéfice de l'industrie nationale, des transferts de technologies et des effets d'apprentissage. De fait, le secteur spatial accuse le contre-coup d'une décennie de sous-financement (les budgets demeurent, du reste, modestes) et présente des faiblesses avérées dans certains domaines tels que l'observation de la Terre, la science et surtout les télécommunications. Les insuffisances russes en électronique ou informatique sont largement dénoncées par les spécialistes du secteur et d'ailleurs reconnues par le pouvoir central. L'une des idées clefs du Programme spatial fédéral<sup>3</sup> est de jouer sur les besoins propres de l'industrie spatiale en matière de R&D de haute technologie et d'exploiter ses capacités intrinsèques en chercheurs et ingénieurs de haut niveau pour bénéficier d'un effet d'entraînement dans ces domaines. C'est dans cet esprit que la Russie annonce haut et fort sa volonté de privilégier désormais des coopérations à niveau égal permettant de réels échanges de compétence. Il ne s'agit plus de se contenter du rôle de sous-traitant que le pays, en mal de financement, a finalement beaucoup tenu depuis 1991 mais bien de revenir à niveau au travers de partenariats équilibrés et noués de préférence dans d'autres domaines que ceux des compétences traditionnelles de la Russie. Pour l'heure, il est vrai, les exemples sont rares. Le cas du satellite SESAT, développé avec les industriels européens pour le compte de l'organisation régionale de télécoms Eutelsat, fait office de cas d'école, mais il reste isolé.

Le développement à des fins aussi bien civiles que militaires des capacités spatiales, souvent dites duales, semble être un mot clef de la nouvelle approche politique russe du secteur. Cette orientation s'exprime clairement dans le cas du programme de navigation GLONASS. Ainsi le soutien appuyé du Président tient d'abord à l'ampleur des enjeux technologiques, économiques et de développement du territoire auquel tout programme de navigation doit répondre plutôt qu'à la satisfaction des besoins en termes d'applications militaires pures. La Russie, dans le domaine de la navigation, est de fait confrontée à une situation où les Etats-Unis disposent d'une avance incontestable, et où l'Europe et, dans un délai plus ou moins long, la Chine affichent leurs ambitions. Dans ce contexte, il est inconcevable pour le pouvoir présidentiel que la Russie ne retrouve pas la place qu'elle tenait en 1988 : l'URSS était alors le deuxième pays au monde à disposer d'un système global sophistiqué de localisation et de positionnement des mobiles.

---

<sup>3</sup> Programme spatial fédéral de la Fédération de Russie 2006-2015, approuvé par décret gouvernemental en date du 22 octobre 2005, n° 635.

### **Le spatial dans la modernisation de la puissance militaire russe**

Si la notion de secteur stratégique au sens large est certainement celle qui recouvre le mieux l'approche actuelle du Président Poutine à l'égard du système GLONASS comme du secteur spatial dans son ensemble, les enjeux économiques et industriels ne sont évidemment pas exclusifs et la nécessité d'une remise à niveau des compétences militaires est également prise en compte. Le passage de l'Agence spatiale sous la tutelle de la nouvelle Commission militaro-industrielle (*voenno-promychnaïa komissiia*, VPK), créée en mars 2006, va dans ce sens. Supervisant l'ensemble des agences et ministères relevant du secteur d'armement ou dual, notamment l'Agence pour l'énergie atomique (Rosatom), l'Agence pour l'industrie (Rosprom) et, donc, Roskosmos, la VPK doit, selon son président, le premier vice-Premier ministre Sergeï Ivanov, contribuer à « *un contrôle effectif du complexe militaro-industriel et de ses plans concrets de développement* » et permettre d'en superviser étroitement la mise en œuvre<sup>4</sup>. Néanmoins, les ambitions russes dans le spatial militaire apparaissent mesurées, comme le montrent la rareté des lancements de satellites dédiés et l'inscription dans le moyen terme des nouveaux programmes.

Le degré d'investissement d'un Etat dans l'activité spatiale militaire est directement proportionnel à la volonté de cet Etat de mettre en place une puissance militaire construite sur une supériorité technologique et financière destinée à permettre des interventions universelles et une surveillance permanente globale. La place exceptionnelle du spatial dans l'outil de défense américain, une orientation qui se confirme depuis plusieurs décennies, tient à une perception originale de l'outil spatial comme élément décisif de supériorité dans les capacités militaires. En Russie, la nomination, en 2004, de l'ancien commandant des Forces spatiales à la tête de l'Agence spatiale a pu être interprétée comme l'annonce d'une revalorisation des capacités militaires spatiales. Mais si l'Union soviétique a longtemps prétendu à la parité avec les États-Unis dans le domaine spatial, la Russie indique que ce temps est désormais révolu. Aujourd'hui, il ne s'agit pas pour elle de se doter de moyens technologiques surdimensionnés mais de rechercher un certain rattrapage des capacités perdues au cours des quinze dernières années. Ce dans un souci de cohérence avec deux grandes priorités de la politique militaire russe (les besoins de l'inter-armisation croissante au sein des forces armées russes ; le nucléaire stratégique, domaine pour lequel le gouvernement a marqué, au cours des dernières années, une volonté de consentir un effort important).

En tout état de cause, la politique militaire russe actuelle ne justifie pas un volontarisme exacerbé en matière de spatial militaire. C'est ainsi que le colonel-général Vladimir Popovkine, l'actuel commandant des Forces spatiales, explique le décalage quantitatif net entre les constellations militaires russes et américaines par les facteurs qui distinguent les

---

<sup>4</sup> Cité in *Jane's Defense Industry*, 22 mars 2006.

postures militaires respectives des deux pays. Il souligne ainsi que les États-Unis affirment des visées globales (engagement dans différents conflits simultanément, bases déployées en divers points du globe...) tandis que la Russie se concentre, en l'état actuel des choses, principalement sur son propre territoire et sur sa plus proche périphérie<sup>5</sup>. Certes, dans le domaine spatial comme dans d'autres champs de l'activité militaire, les officiels tendent parfois à reprendre des concepts et des affichages proches de ceux que mobilisent leurs homologues américains, notamment ceux qui portent sur la « guerre high tech » et le rôle des C4I dans le combat moderne. Ces emprunts visent certainement à montrer que les tendances et évolutions de la Défense américaine sont soigneusement analysées en Russie et à indiquer aux États-Unis que les militaires russes ont tiré toutes les leçons des campagnes américaines des quinze dernières années. Mais il y a aussi et surtout, dans l'établissement des priorités de l'armée russe, une prise en compte des intérêts réels de sécurité de la Russie. Visiblement, il ne s'agit pas, pour les responsables militaires russes, de « rattraper et dépasser » les États-Unis en matière de spatial militaire. D'ailleurs, l'analyse détaillée des avantages des systèmes spatiaux militaires dans la préparation et la conduite des opérations amène de nombreux analystes russes à se méfier d'un recours excessif à des technologies coûteuses et sophistiquées et à rechercher plutôt un seuil de « suffisance raisonnable »<sup>6</sup>.

Plusieurs domaines de l'activité spatiale illustrent pleinement la modestie et le réalisme des ambitions russes. Parmi les principales capacités spatiales militaires – télécommunications, observation de la Terre, écoute, alerte avancée... – la Russie affiche un retard considérable. Les efforts poursuivis depuis 2001 pour une remise à niveau commencent à porter leurs fruits mais restent limités, du fait de la structure des forces russes et des objectifs qui leur sont fixés.

### **Le spatial et l'« indépendance » de la politique extérieure russe : autonomie stratégique et influence**

Les activités spatiales russes illustrent également à merveille le souci de la Russie de ne dépendre de personne. Cela concerne autant les moyens spatiaux militaires, qui doivent être rapatriés dans leur totalité sur le territoire russe, que les outils de production industrielle.

Concernant l'autonomie stratégique, la vulnérabilité de la Russie, qui est apparue par exemple au travers de la décision récente de rapatrier en territoire russe les radars antimissiles déployés dans plusieurs républiques ex-soviétiques, se déclinait également dans le domaine spatial. En effet l'une des bases, Baïkonour, se situe hors du territoire national, au Kazakhstan, et elle assurait l'essentiel des lancements, en particulier

---

<sup>5</sup> « My protiv razmechtcheniia oroujii v kosmose » [Nous sommes contre le déploiement d'armes dans l'espace], interview du colonel-général Popovkine avec Interfax-AVN, à l'occasion du Salon aérospatial de Berlin « ILA-2006 ».

<sup>6</sup> Cette position est d'ailleurs partagée par les Chinois et, dans une moindre mesure, par les Européens.

géostationnaires. Mais les Forces spatiales russes ont été récemment rapatriées sur la base de Plesetsk (oblast' d'Arkhangelsk, dans le nord-ouest russe), qui, à terme, devra réaliser l'ensemble des lancements militaires. De la même façon, l'ouverture de la base de Svobodnyï en Extrême-Orient russe, destinée au lancement de missiles reconvertis en petits lanceurs, a eu une valeur quasi symbolique dans la mesure où il s'agissait de s'affranchir encore davantage des contraintes d'une implantation extra-territoriale. Aujourd'hui, force est néanmoins de constater que la Russie dispose d'une telle maîtrise de l'activité spatiale qu'elle est de fait la seule à pouvoir utiliser l'ensemble des ressources spatiales développées par l'ex-URSS, même lorsque celles-ci se situent en dehors de son territoire. Le réalisme l'emporte donc désormais : la mise à niveau des équipements de Plesetsk s'effectue à un rythme mesuré et l'on assiste à la renonciation, au moins temporaire, à la conversion en nouvelle base spatiale de sites de lancement de missiles, comme la base de Iasnoe, dans la région d'Orenbourg.

La même logique de préservation des intérêts russes se retrouve dans la restructuration des capacités industrielles et de recherche, au profit de la Russie, seul acteur à assurer le maintien du financement des compétences. Les efforts de l'Ukraine en vue de diversifier son propre potentiel spatial auprès d'acteurs spatiaux occidentaux témoignent de la situation de vulnérabilité qui est désormais la sienne. En revanche, les cas du Kazakhstan ou de la Biélorussie, qui développent en coopération avec la Russie leurs propres satellites, montrent comment le spatial peut être utilisé comme un outil de rapprochement dans le cadre d'accords privilégiés de partenariat sous *leadership* russe. Finalement, l'affirmation par le président Poutine d'une volonté de préserver l'outil spatial en lui assurant des ressources budgétaires décentes et d'intégrer les capacités spatiales dans la définition de l'intérêt national russe mais aussi de la politique étrangère garantit désormais l'autonomie stratégique du spatial russe.

Par ailleurs, la volonté des autorités russes de marquer l'indépendance de leurs choix internes et externes par rapport à l'Occident, Etats-Unis en tête, se dessine dans le domaine spatial comme dans d'autres. L'affichage est clair : les années de concessions et de soumission sont révolues, et les partenariats doivent désormais s'établir sur la base de l'égalité. À cet égard, des spécialistes russes critiquent particulièrement la coopération dans le domaine des lanceurs. Le bilan d'une exploitation des moyens russes sans retombées technologiques au bénéfice de la Russie a conduit cette dernière à rechercher la mise en place de nouveaux partenariats s'inscrivant dans une perspective à plus long terme, comme dans le cas de l'installation du lanceur Soyouz à Kourou, lié à des projets de futurs lanceurs en coopération avec l'Europe.

Enfin, Moscou illustre sa nouvelle indépendance en n'hésitant plus à développer des coopérations jugées potentiellement sensibles avec des membres « difficiles » de la communauté internationale. Alors que, dans

les années 1990, la Russie avait dû renoncer, sous la pression des Occidentaux invoquant le MTCR, à honorer son accord avec l'Inde sur la fourniture de technologies de propulsion pour le lanceur GSLV, elle noue aujourd'hui de multiples coopérations avec non seulement l'Inde ou la Corée du Sud, mais aussi avec la Chine, l'Iran, le Venezuela...

### **Conclusion**

Les objectifs déclarés et la politique menée à l'égard du secteur spatial par l'administration Poutine apparaissent cohérents avec les axes majeurs de son projet global pour la Russie : affirmation du pays sur la scène internationale en tant que puissance économique ; réaffirmation de la présence de l'État dans les secteurs stratégiques de l'économie et effort de reprise en mains et de rationalisation des dépenses publiques ; consolidation de la « verticale du pouvoir » ; démarche de recrédibilisation de la puissance militaire russe ; revendication d'une politique étrangère plus indépendante...

Le bilan du regain d'intérêt des autorités russes pour le secteur est, aujourd'hui, contrasté. L'amélioration de la situation budgétaire est incontestable, suscitant de meilleurs résultats du secteur sur le plan des réalisations, des coopérations internationales, le tout ayant permis la récupération d'un certain niveau. Ainsi, les efforts accomplis ces dernières années et l'accroissement des crédits étatiques commencent à porter leurs fruits. Dans le même temps, le processus de restructuration interne n'en est qu'à ses premières étapes. L'on ne remarque pas de sauts d'échelle dans les réalisations du spatial et les ambitions développées par le gouvernement russe sont contrariées par les handicaps encore importants dont souffre le secteur (constellations incomplètes, échecs et difficultés techniques, retards dans des technologies clefs, notamment les satellites, entreprises trop nombreuses et insuffisamment intégrées...).

C'est ce succès en demi-teinte qui explique, peut-être, la relative indifférence souvent affichée par les experts occidentaux face au « regain » du spatial russe.

*Les opinions exprimées ici n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.*